

Conclusions

LE IVÈME FORUM Euro-Latino-Américain s'est donné pour objectif de développer une vision intégrée des relations entre l'Union européenne et le Mercosul. Sans abandonner pour autant le thème traditionnel des échanges commerciaux, et en y ajoutant par ailleurs la coopération financière, le Forum a voulu identifier les possibilités réelles de coopération entre les deux régions dans le domaine politique, notamment en ce qui concerne la paix et la sécurité internationale et les droits de l'homme.

Les débats au sein des groupes de travail et lors des sessions plénières ont souligné la nécessité de rendre plus consistant le partenariat économique et politique entre le Mercosul et l'Union européenne sur la base d'une identification de leurs intérêts communs. La relation interrégionale est bien plus qu'une alliance de circonstance destinée à faire face aux nouveaux défis et menaces; elle se base sur des facteurs concrets et autonomes, ayant leurs valeurs propres. Les deux régions ont des racines culturelles communes, leurs régimes politiques sont démocratiques et les projets d'intégration dans lesquels elles se trouvent engagées ont des objectifs qui vont au-delà de la création de simples zones de libre-échange.

Le IVème Forum a pu identifier quatre intérêts communs, à savoir: l'élargissement de l'espace démocratique; l'édification d'une relation plus équilibrée avec les Etats-Unis; l'affirmation de l'intégration régionale comme une composante essentielle du multilatéralisme politique et économique; la compatibilisation du multilatéralisme et de la libre concurrence avec le progrès social.

L'élargissement de l'espace démocratique ainsi que du respect des droits de l'homme correspond à un intérêt partagé par les Etats-membres de l'Union européenne et du Mercosul, dont l'action convergente doit appuyer et consolider les processus de transition politique en cours. Le IVème Forum a réitéré que la démocratie est le principe et la base indispensable à tout processus d'intégration, tout en réaffirmant le rôle joué par l'intégration dans



la consolidation des régimes démocratiques; en particulier, la façon dont a réagi le Mercosul à la tentative de coup d'Etat au Paraguay a été soulignée dans ce contexte.

L'Union européenne et le Mercosul partagent aussi le besoin d'établir une relation plus équilibrée avec les Etats-Unis, partenaire fondamental des deux régions aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Il est de l'intérêt de l'Union européenne comme de celui du Mercosul que la relation avec les Etats-Unis, qu'elle soit bilatérale ou triangulaire, évolue vers un partenariat effectif qui puisse contribuer à un ordre international plus équilibré.

La promotion du concept *d'intégration ouverte* répond à un intérêt partagé par les deux régions. Le développement des processus d'intégration régionale ne doit pas être regardé comme un facteur de confrontation entre les différentes régions mais plutôt comme un processus créateur d'opportunités permettant l'établissement de relations nouvelles. Dans cette perspective, le débat régionalisme versus multilatéralisme perd beaucoup de son sens, et rend pertinent, en revanche, le débat autour de la compatibilisation entre le multilatéralisme (politique et économique) et le régionalisme.

Enfin, l'Union européenne et le Mercosul ont, précisément parce qu'ils partagent les mêmes valeurs, un intérêt commun à harmoniser le libéralisme et la justice sociale. Le concept de *libéralisme pragmatique* traduit l'écart entre la *rhétorique libérale* (qui préconise une ouverture totale) et la *pratique libérale* (qui accepte le maintien d'une certaine dose de protectionnisme). Cet écart devra être utilisé en faveur de l'objectif d'une justice sociale plus avancée.²⁴

La discussion portant sur l'état de l'Union européenne et du Mercosul ainsi que des réformes à introduire dans leurs institutions a démontré l'existence d'un parallélisme intéressant entre ces deux processus.

L'Union européenne se trouve contrainte d'intégrer les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et de l'Est afin de contribuer à la consolidation de leurs régimes politiques et de garantir la stabilité de tout le continent. En même temps, elle doit maintenir son équilibre interne et démocratiser ses procédures de décision. Voilà les questions centrales à débattre lors de la conférence intergouvernementale pour la révision du traité de Maastricht qui est en cours.

Le Mercosul, de son côté, pourra difficilement échapper à l'inévitabilité de combler le déficit institutionnel qui le caractérise. En effet, il a besoin d'un

système institutionnel efficace, surtout sur le plan juridique, qui puisse régler les contentieux et maintenir la cohésion entre ses membres.

L'importance du débat institutionnel au sein des deux processus d'intégration a permis de constater une inversion du phénomène traditionnel de l'*effet de miroir* entre l'Union européenne et le Mercosul. Pour la majorité des latino-américains présents, le Mercosul a tout intérêt à étudier attentivement l'expérience européenne pour la simple raison qu'elle est l'unique processus de formation d'un marché commun et jusqu'à présent le processus d'intégration régional le plus avancé. De la sorte, ils ont abandonné leurs réticences traditionnelles face aux tentatives des européens «d'imposer» leur modèle. En revanche, les européens, conscients des difficultés que connaît l'actuel processus de révision du traité sur l'Union européenne et appréhensifs face à certaines propositions de réforme institutionnelle, ont alerté les latino-américains contre les dangers inhérents à d'éventuelles transpositions du modèle européen. Une telle préoccupation s'est exprimée en particulier à propos de l'introduction de notions de différenciation ou de géométrie variable dans l'Union européenne. Certains craignent que la géométrie variable, dépourvue d'un cadre juridique commun, ne devienne la règle au sein de la construction du Mercosul, étant donné surtout l'asymétrie existante entre ses membres.

La problématique sociale est un autre sujet commun à l'Union européenne et au Mercosul. Elle est aujourd'hui une question cruciale en Europe: vingt millions de chômeurs font que l'Union européenne doit donner la priorité à la création d'emplois et à la défense des droits sociaux de ses citoyens. Mis à part l'impact social du chômage, le panorama actuel du marché du travail en Europe risque de compromettre tout le processus d'intégration. Les accusations réitérées selon lesquelles les politiques monétaristes et les tentatives de respecter les critères de convergence pour la participation à la monnaie unique sont une des causes principales du chômage et de la récession font baisser le soutien public à l'approfondissement de l'Union européenne. A la base du processus d'intégration européenne se trouve un modèle de civilisation propre à une société de bien-être, avec un système social déterminé.²⁵ Afin de s'assurer de l'appui de ses citoyens au processus d'intégration, l'Union européenne doit préserver le modèle européen de société. Sans le soutien des citoyens, c'est la construction européenne toute entière qui est en danger. Au Mercosul, le combat contre la dette sociale — un des éléments qui peut fragiliser ses démocraties — est un objectif prioritaire pour le succès du projet de modernisation et d'affirmation internationale qui oriente la politique de ses membres.

L'existence d'un intérêt réciproque dans la consolidation des processus d'intégration respectifs a clairement été reconnue pendant les débats du IV^{ème} Forum. Dans le système international d'après guerre froide, le rapport entre l'Union européenne et le Mercosul est paradigmatique, comme l'exemple le plus avancé du multirégionalisme. Le succès des deux processus d'intégration et l'approfondissement des relations entre eux seront certainement des facteurs d'équilibre importants dans le système international.

Dans ce contexte il est important de savoir ce que pensent les latino-américains du projet européen de l'union économique et monétaire et de la monnaie unique. Ce sujet est controversé entre les européens eux-mêmes malgré l'engagement des gouvernements des Etats-membres. Il n'est donc pas étonnant de constater que les latino-américains ont eux aussi des opinions différentes à ce sujet; certains parmi eux ont manifesté leur scepticisme quant à la possibilité de créer la monnaie unique et leur préoccupation quant au coût social de ce projet; d'autre part, il est certain que la réalisation de la monnaie unique européenne signifierait un renforcement du pouvoir de l'Europe dans le système international et constituerait un facteur important de combat à la spéculation monétaire, étant donc, finalement, de l'intérêt de l'Amérique latine.

Le débat sur les politiques économiques et commerciales a été marqué par le sentiment — pratiquement partagé par tous — de devoir préserver le modèle européen de société et appliquer le libéralisme pragmatique afin de protéger les droits sociaux en Europe et, en même temps, d'attirer l'attention des latino-américains sur les aspects sociaux.

L'Union européenne et le Mercosul doivent lutter au sein des institutions économiques internationales pour l'adoption d'une perspective libérale pragmatique plus proche de leur modèle social et économique. Le libéralisme pragmatique est une alternative à l'ultralibéralisme qui a présidé au consensus de Washington. Le consensus entre les grandes institutions économiques et monétaires internationales doit prendre en considération l'impact social et politique des programmes d'ajustement structurel.²⁶ Il ne faut pas oublier non plus que le consensus de Washington a été conclu pendant une période de baisse des flux financiers et qu'il ne s'adapte donc pas à une période de flux importants.

Pour que les rapports entre l'Union européenne et le Mercosul puissent se développer dans le cadre d'un accord interrégional qui accélère le processus

de création d'une zone de libre-échange qualifiée, il faut adopter certaines mesures, en particulier:

- résoudre le dilemme agriculture-industrie, par le biais de l'augmentation des exportations de produits manufacturés du Mercosul pour l'Europe; pour ce faire, il faut encourager le transfert de technologie, valoriser les investissements, surtout dans le secteur privé;
- chercher des niches dans le commerce de produits agricoles pour faire avancer la libéralisation de ce commerce entre les deux régions tirant parti de la réforme de la politique agricole commune européenne;
- encourager les contacts entre les entrepreneurs par l'institutionnalisation du dialogue entre les entrepreneurs des deux régions et la mise en valeur de leur rôle comme acteurs primordiaux de l'intégration économique;²⁷ dans ce contexte, il faut surtout valoriser les petites et moyennes entreprises qui forment la majorité du tissu économique tant en Europe qu'au Mercosul²⁸.

Même si les relations entre l'Union européenne et le Mercosul ont été basées jusqu'à présent sur le commerce, leurs intérêts communs exigent l'institutionnalisation d'un dialogue en matière de politique étrangère, de sécurité internationale et des dimensions internationales de la sécurité interne.

La coopération politique entre l'Union européenne et le Mercosul doit se baser sur la communauté de valeurs existante entre ces deux espaces d'intégration. La démocratie et les droits de l'homme étant le point de départ de la coopération entre l'Union européenne et le Mercosul, celui doit être également le domaine prioritaire de la coopération interrégionale. Il n'existe cependant pas de consensus entre les 19 Etats de l'espace Europe-Mercosul sur la façon de contribuer à la consolidation de la démocratie dans le monde, ni même sur l'importance qu'une telle coopération pourrait avoir dans l'ordre international actuel. Une politique «d'incitation et de contre-incitation»²⁹ semble être celle qui rassemble l'accord de la majorité de ces Etats, par opposition à une politique basée sur le principe de la conditionnalité. Malgré les difficultés existantes il est nécessaire que les deux régions développent une politique convergente dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme.

La coopération en matière de sécurité est un domaine nouveau dans les relations euro-latino-américaines et qui peut paraître presque ésotérique aux

yeux de certains. Mais plus l'Union européenne s'affirmera comme acteur politique international, plus elle aura besoin de trouver des partenaires pour faire face aux défis de la sécurité en Europe et dans le monde. L'absence d'institutions dans le domaine de la coopération politique et de la sécurité au Mercosul, ainsi que la fragilité des institutions européennes dans ce même domaine démontrent le besoin de privilégier la coopération entre les pays de ces deux régions. Parmi les sujets importants relatifs à la sécurité internationale qui peuvent faire l'objet de coopération entre le Mercosul et l'Union européenne se trouvent la réforme des Nations Unies et les opérations de maintien de la paix, notamment dans l'Afrique subsaharienne.

En ce qui concerne la dimension transnationale de la sécurité interne, ont été désignés comme sujets prioritaires la lutte contre le terrorisme, la lutte contre le trafic de drogue et la lutte contre la grande criminalité organisée.

Les quatre Etats-membres du Mercosul doivent être regardés par les européens comme le noyau central du processus de coopération politique dans l'ensemble de l'Amérique du Sud et la base du renforcement des relations entre l'Europe et l'Amérique latine. Les européens et les latino-américains ne peuvent ni ne veulent ignorer les Etats-Unis dans le débat sur la coopération politique. Une relation politiquement mûre entre l'Union européenne et le Mercosul doit nécessairement prendre en considération le fait que les Etats-Unis sont un partenaire incontournable pour faire avancer l'agenda sur la plupart des questions internationales d'intérêt commun. De toute manière les européens et les latino-américains ont tout intérêt à ce que leurs relations avec les Etats-Unis soient des relations équilibrées, entre partenaires.

L'agenda des relations entre l'Union européenne et le Mercosul pour les prochaines années sera sûrement plus vaste. Il serait souhaitable que l'agenda se concentre moins sur le commerce et plus sur les relations politiques. De nouveaux sujets, tels que les questions sociales, la coopération industrielle et financière, la prévention des conflits, l'aide humanitaire et la consolidation de la démocratie y seront inclus. En même temps que l'Union européenne et le Mercosul s'élargiront, leur deux processus se renforceront en tant que noyaux de l'intégration et de la démocratie en Europe et en Amérique du Sud. Cette relation dynamique sera à l'origine d'un partenariat politique qui, étant donné le profil des deux régions, ne manquera pas d'avoir un impact sur l'organisation du système international.

